

" L'ALGERIE QUI SE CHERCHE "

par Daniel Guérin

J'AI lu avec beaucoup d'attention et d'intérêt le court volume écrit par notre camarade Daniel Guérin (1) à l'issue d'un voyage effectué en Algérie en novembre 63.

Le commenter en juin 64, c'est, sur le fond certes, apporter des critiques ou des réflexions toujours valables, mais c'est, quant à l'évolution de la situation économique et financière, s'apercevoir combien, en quelques mois, les événements s'accélérent et, hélas ! pas toujours dans le sens où on le souhaiterait.

J'ai eu l'occasion, dans plusieurs articles de T.S., de parler de cette Algérie où j'ai vécu de longues semaines en 1963 et 1964 et je puis dire que le témoignage de Daniel Guérin m'apparaît comme un jugement honnête et pertinent, fait par un ami de l'Algérie qui a su ouvrir les yeux avec objectivité sur les aspects variés et parfois contradictoires d'une nation à la recherche (le terme est juste) de son équilibre.

Il est bon de rappeler, comme le fait Daniel Guérin, que si les Algériens ont eu près d'un million et demi de morts dans leurs longues années de lutte contre la France, ils ont maintenant « oublié » non pas leurs morts mais la notion d'ennemis. Il est vrai qu'ils n'ont nulle haine contre les Français. Et il ne s'agit pas seulement d'une attitude politique. Le cœur y est pour beaucoup. Les Algériens préfèrent les Français aux Egyptiens, aux Bulgares, aux Yougoslaves, aux Russes... (qu'ils côtoient le plus en ce moment). Et pas seulement parce qu'ils parlent la même langue.

Daniel Guérin parlant de la coopération, le fait, à mon avis, trop succinctement. J'ai déjà écrit que l'aide de la France était vitale pour l'Algérie. C'est de plus en plus vrai au moment où la part la plus importante de la trésorerie algérienne tient dans l'aide financière française. Que demain la France arrête son aide, ce serait l'asphyxie de l'Algérie, l'arrêt de ses paiements, la course inflationniste, le déclenchement d'actes politiques exploités par les clans de l'opposition.

Et s'il y a de la part de la France un soupçon,

de néo-colonialisme, il n'est point pour continuer à exploiter l'Algérie. Il est politique et se nomme : pétrole et Reggane...

Mais ces raisons existant, il est vrai que la coopération doit être repensée. Mais je ne pense pas qu'elle puisse être bénéfique pour l'Algérie tant qu'elle sera téléguidée par le régime gaulliste. Il faut, pour coopérer, bien plus que des techniciens et des enseignants venus faire un petit tour, et pas toujours par conviction ! Il faut l'esprit d'entraide et une totale confiance réciproque. Disons que bien de nos amis animés de cet esprit n'ont pas toujours trouvé en Algérie d'écho à leurs sentiments.

Pour conclure sur ce chapitre de la coopération, disons que les accords d'Evian devraient être revus pour tenir compte, dans l'intérêt de la France et de l'Algérie, de la situation réelle des conditions de leur coexistence. Et souhaitons, que les partis de la gauche française se penchent sur ce problème autrement que pour aiguiser leur dialectique.

Daniel Guérin dénonce très franchement les « deux ombres » de la vie algérienne : le chômage et le coût de la vie. Elles se sont encore aggravées ces derniers mois.

Et il est bien difficile de faire rentrer les impôts, de faire payer, les loyers et les quittances de gaz ou d'électricité à bien des familles où l'unique salaire ne rentre que fragmentairement, au rythme capricieux des « avances de paiement ».

En ce qui concerne le chômage, disons franchement qu'il demeure le secteur où le « socialisme » n'a guère apporté de changement. Moins visible dans le bled, il est la plaie des villes et, à ce jour, aucune solution valable n'a été trouvée. Il demeure l'un des plus grands dangers pour la stabilité politique en Algérie.

Poursuivant son enquête, Daniel Guérin dit que « l'autogestion est un des miracles de l'Algérie nouvelle ». Je serai, pour mon compte, moins élogieux. Il est vrai que, dans l'ensemble, cela n'a pas donné de trop mauvais résultats, mais l'empirisme et la disparité des divers moyens de gestion

employés ne permettent pas d'apporter de jugements définitifs sur la réussite ou l'échec de cette autogestion.

Daniel Guérin dit que la chance de l'Algérie aura été d'avoir su « improviser ». Je crois ce jugement à la fois trop léger et trop amical. Cette « improvisation », si elle a permis tant bien que mal à la machine de tourner en un premier temps, a trop tendance à se perpétuer. Et lorsque l'improvisation se retrouve à tous les échelons administratifs, y compris et surtout dans les sphères ministérielles, on est très près de la « sainte pagaïe ». Et cet empirisme, que l'on rencontre dans les pays en voie de développement, même s'il est sympathique, est trop souvent la cause de bien des erreurs. Je crois en la capacité des masses, mais je crois aussi dans les qualités d'un agronome et d'un comptable, par exemple. Et j'estime que toute autogestion ne peut se passer, entre autres, de ces deux catégories de techniciens. Alors peut-être y aura-t-il eu vraiment « répartition de bénéfices » ou réservation de « crédits d'investissements ».

Bien des travailleurs attendent encore cette répartition. Et on comprend leur impatience surtout quand on sait avec quelle légèreté la commercialisation de leurs produits a été effectuée par les organismes « étatiques » responsables.

Daniel Guérin a raison de condamner cet étatisme et cette bureaucratie. A l'appui de son dossier, je dirai ce que je n'ai cessé de dire à mes amis algériens en leur dénonçant certains abus, sans du reste y changer quoi que ce soit : il y a eu trop de complaisances, trop de complicités coupables avec quelques sociétés politiquement favorisées. Et, dans le secteur des agrumes, je pourrai citer (téléx à l'appui) les refus répétés de l'Office algérien de vendre à certains importateurs français qui offraient pourtant plus cher que la Société Parisienne, d'obédience communiste, abusivement favorisée. Et on comprend qu'apprenant cela, les paysans algériens, qui se sont — et Daniel Guérin a raison de le dire — admirablement substitués au vide laissé par le départ des Français, n'en soient fort amers.

Parlant de l'autogestion industrielle, Daniel Guérin constate qu'elle est « éclipsée » par l'autogestion agricole. Je partage son opinion quand il dit que c'est essentiellement dans l'industrie que le socialisme est destiné à faire ses preuves. Mais il faut reconnaître qu'un fellah non spécialiste peut s'intégrer plus facilement au travail de la terre qu'un manœuvre peut devenir ouvrier spécialisé.

Dans bien des usines ou entreprises, la

préoccupation des syndicats devrait être bien plus de former des ouvriers ou des cadres que de chercher à tout prix une nationalisation. A quoi sert celle-ci si elle ne débouche pas sur un travail rentabilisé et bénéficiaire ! Et il faut reconnaître que l'état d'instabilité de ce secteur n'encourage pas les Français encore en Algérie à continuer d'y travailler.

A ce sujet, je voudrais dire que s'il est normal que des grands centres industriels, combinats pétroliers ou usines textiles s'installent en Algérie, il ne faudrait pas généraliser une telle implantation.

Et lorsque l'U.R.S.S. accorde un prêt pour la construction d'usines d'automation, je me demande si c'est bien là ce qui est nécessaire à l'utilisation de l'excédent de main-d'œuvre algérienne.

Daniel Guérin analyse fort justement dans ce qu'il appelle « la fronde des nantis » l'atmosphère qui règne en Algérie au moment où la mutation de la société renverse les anciennes hiérarchies de l'époque colonialiste. Son analyse de l'opposition est claire et les réserves qu'il énonce contre les « gauchistes » qui rejoignent par leurs critiques le « clan des nantis », reflète très objectivement le climat politique algérien.

Daniel Guérin a très bien analysé également les trois problèmes qui se posent en Algérie : celui de la jeunesse, de l'évolution de la femme et de l'Islam. Je voudrais être aussi sûr que lui que la Révolution algérienne arrivera à se dégager de la tutelle de l'Islam. Mais je n'y crois guère. Et je le regrette.

Daniel Guérin termine son livre par un panegyrique de Ben Bella.

Je ne surprendrai personne à T.S. en disant combien, personnellement, j'ai de l'amitié pour Ben Bella et combien je pense que sa présence à la tête de l'Algérie a été bénéfique en ce début d'indépendance.

Mais il y a des faits qui doivent être notés et Daniel Guérin les dit très franchement.

Oui, Ben Bella est un homme honnête et de bon sens. Oui, Ben Bella est sage et habile. Mais, dans un système politique, où peu d'hommes prennent des responsabilités, il est amené à voir, connaître et juger de tout. Et, obligatoirement, il commet des erreurs. Il ne peut suivre l'exécution de toutes les consignes qu'il donne, et il ignore bien souvent la vérité sur des difficultés qu'on lui cache ou déforme sciemment. Autour de lui, et c'est inévitable, gravitent bien des courtisans, laudateurs intéressés, et Daniel Guérin a raison de dire que la faiblesse du système du gouver-

nement instauré par Ben Bella est qu'il repose sur un seul homme.

C'est peut-être là un des plus grands dangers pour le régime ben belliste. Que Ben Bella vienne à disparaître et la porte sera ouverte pour la lutte des clans. Aussi négatifs les uns que les autres, ils auront vite fait d'être submergés par la force organisée que représente l'A.N.P. Et le socialisme militaire des jeunes officiers de Boumedienne entraînera alors l'Algérie vers une dangereuse expérience. La conséquence pouvant être aussi bien d'amener l'Algérie vers le Front arabe que de créer les conditions pour un recul du socialisme et un retour à des tendances plus conservatrices.

Cela, Daniel Guérin ne le dit pas, mais je pense

qu'il sera d'accord avec moi pour constater que ces deux risques existent.

Et conclusion, disons, et nos commentaires l'ont montré, que le livre de notre camarade Daniel Guérin est très intéressant, écrit sur le vif avec beaucoup de franchise. et en tenant compte de l'atmosphère réelle de l'Algérie. Il ouvre de larges discussions sur la construction du socialisme. Et nous tous, socialistes, sommes directement intéressés à sa réussite.

Harris Puisais.

(1) Editions Présence Africaine, 25 bis, rue des Ecoles, Paris-V. — Cahiers du C.E.S., 29, rue Descartes, Paris-V.